



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU MERCREDI 20 MAI 2015

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Aménagement et Urbanisme

L'an deux mille quinze le vingt mai à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Claude PIANETTI, Vice-Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

**Objet de la délibération:**  
**Pôle Culturel**  
**Chabran : cession du bâtiment "archives" au Conseil départemental du Var**

**PRÉSENTS :**

Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Laure REIG, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, David SONNEVILLE, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Olivier AUDIBERT-TROIN pouvoir à Claude PIANETTI, Nicole FANELLI pouvoir à Serge BALDECCHI, Yves BACQUET pouvoir à Gérard PIERRUGUES, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Stéphan CERET pouvoir à Alain VIGIER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Sylvie FRANCIN pouvoir à Sophie DUFOUR, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à David SONNEVILLE, Christine NICCOLETTI pouvoir à Grégory LOEW, Francine REGAZZETTI pouvoir à Alain PARLANTI, Régis ROUX pouvoir à Michèle PELASSY, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Valéria VECCHIO pouvoir à Thierry RUDNIK

**ABSENT(S)/EXCUSE(S)**

Franck AMBROSINO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR :** Monsieur Hugues MARTIN

Transmis le : 29 Mai 2015

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 29 Mai 2015

Au sein de la ZAC Chabran, la Communauté d'Agglomération Dracénoise et le Conseil départemental du Var ont souhaité réaliser un projet immobilier commun regroupant notamment la médiathèque, le conservatoire de musique et le nouveau bâtiment des archives sur une superficie de 9 045 m<sup>2</sup>.

Le financement de cet équipement et la participation du Conseil départemental pour la réalisation du programme ont été effectués conformément à la convention et à l'avenant de maîtrise d'ouvrage.

La construction de cet équipement est aujourd'hui achevée.

Toutefois, il a été décidé d'organiser cet ensemble immobilier complexe en deux volumes, l'un relevant de la compétence de la CAD concernant principalement la médiathèque et le conservatoire de musique et l'autre relevant de la compétence du Conseil départemental concernant principalement les archives départementales et le logement de fonction.

Une division et une cession en volumes s'avèrent de ce fait nécessaires.

Ces volumes seront liés entre eux par des relations de servitudes à créer pour tenir compte de leurs imbrications et superpositions.

Les éléments dits structurants seront attribués à la CAD (par exemple, le local technique pour la chaudière). Il en est de même pour ceux installés dans la fraction du bâtiment « archives ».

En cas de désaffectation de ceux-ci, la CAD s'engage à les rétrocéder gratuitement au Conseil départemental.

Cet ensemble immobilier étant à ce jour achevé, il convient maintenant de formaliser juridiquement la pleine propriété de l'espace dédié aux archives départementales au profit du Conseil départemental.

En conséquence, au vu de l'estimation des Domaines spécialement requise dans cette affaire et de l'avis de la Commission urbanisme du 18 mars 2015, il est demandé au Conseil d'agglomération :

- D'approuver la cession en volume de la fraction du bâtiment, d'une superficie de 6 419m<sup>2</sup>, comprenant en grande partie le bâtiment des Archives Départementales, lequel s'étend et se poursuit sur quatre niveaux, un logement de fonction et les dépendances attenantes, au profit du Conseil départemental du Var,
- De dire que les volumes revenant au Conseil départemental du Var seront délimités suivant l'état descriptif de division à publier (identifiés sous la fraction « Volume n°2 - extrait annexé ») au bureau des Hypothèques de Draguignan compétent, des servitudes réciproques seront concédées entre les propriétaires.
- D'autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président délégué à signer l'acte authentique de cession en la forme administrative et tous documents liés à ce dossier et à ce transfert de propriété, autoriser Monsieur le Président à authentifier tout acte en vue de leur publication (état descriptif de division, acte de cession...) et à signer généralement tout document lié à cette affaire.
- De dire que les frais de rédaction et de publication seront supportés par moitié entre les deux collectivités propriétaires.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le mercredi 20 mai 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

A handwritten signature in blue ink, reading "Olivier Audibert-Troin".

Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de l'autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.